

Libye: le rêve royal du prince el-Senoussi

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Le descendant de la famille que Kadhafi destitua est prêt à revenir à Tripoli pour unifier son pays.

L'idée peut sembler anachronique, à rebours des grands mouvements de notre temps. C'est pourtant bien un retour à l'ancien monde qu'envisagent certains politiciens libyens en évoquant une restauration de la monarchie. Une solution de la dernière chance pour mettre fin à une situation chaotique et tenter d'unifier le pays. Une perspective à laquelle se prépare Mohammed el-Senoussi, le prince héritier, qui vit à Londres, où *Le Figaro* l'a rencontré.

Au mois de janvier, le premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, lui a proposé de revenir à Tripoli. Il a même demandé aux membres du Conseil présidentiel de libérer le palais Ahd, qui a appartenu jadis au père du prince. Ce retour avait été annoncé pour février. Prématuré, même si depuis quelque temps, l'émir voit beaucoup de monde. Des représentants des différents groupes ethniques, des chefs de toutes les tribus, des membres du Parlement font le voyage pour le rencontrer, à Istanbul notamment. « Il faut qu'il y ait un consensus, qu'une large majorité accepte le retour de la monarchie, nous ne voulons pas forcer les choses. Et je veux que ce dialogue soit ouvert à tous les Libyens, il faut inclure tout le monde, y compris les anciens kadhafistes, dit Mohammed el-Senoussi, nous devons savoir pardonner, sinon la réconciliation sera impossible. » Pour lui, le dialogue qui se tient sous l'égide de l'ONU est de bonne volonté, mais il a ses limites, car il est « restreint à certains secteurs de la société ».

L'émir rêve d'un rôle pacificateur, le trône pour dépasser les divisions. « La monarchie a unifié la Libye après 1951 et elle seule peut aujourd'hui porter l'identité libyenne tout en représentant tous les groupes ethniques du pays, dit-il, elle est un parapluie démocratique idéal pour toutes les tribus. » La monarchie aurait selon lui le mérite de répondre à deux questions importantes : qui sera le chef de l'État et qui va diriger l'armée. Dans cette monarchie constitutionnelle et héréditaire, le roi est censé exercer le pouvoir exécutif. En cas de blocage majeur, il peut aussi dissoudre l'Assemblée et convoquer des élections. « La monarchie peut résoudre bien des problèmes », martèle-t-il. Cet homme de 61 ans assure avoir aujourd'hui la volonté et l'énergie pour cette mission. « Je ne peux pas rester les bras croisés et regarder mon pays risquer de disparaître purement et simplement », confie-t-il. « Il n'y a plus de temps à perdre, la situation n'a cessé de se compliquer avec des strates de crises, allant de l'insécurité à l'instabilité politique en passant par la mauvaise gestion des ressources naturelles et des fonds publics. »

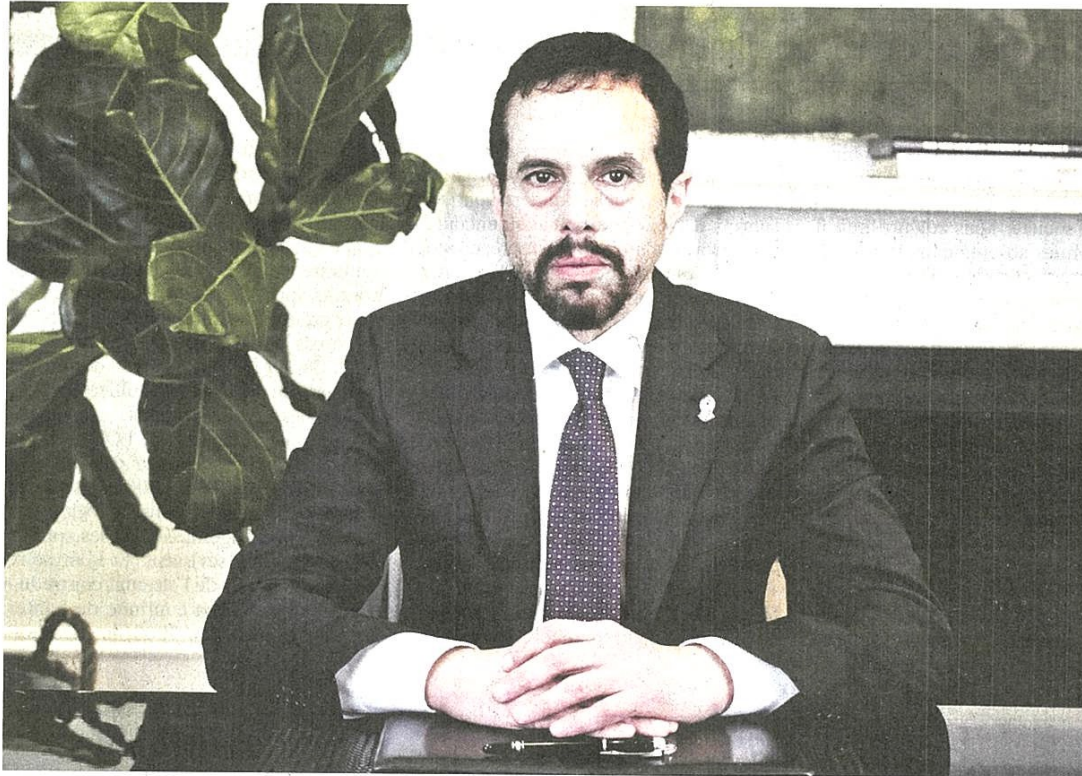
Rencontré dans le quartier huppé de Mayfair, l'homme est vif et affable. Posé, discourant d'une voix calme et déterminée, sans morgue ni affectation. Sur ses activités à Londres, il reste discret, assurant s'occuper essentiellement de la Libye. Mohammed el-Senoussi n'a pas revu son pays depuis qu'il l'a quitté, à l'âge de 25 ans. C'était en 1988, et le colonel Kadhafi venait d'autoriser son père, Hassan el-Reda el-Senoussi, à prendre le chemin de l'exil. Le grand-oncle de Mohammed Reda Senoussi, le roi Idris 1^{er} était monté sur le trône en 1951, alors que la Libye n'avait émergé, en tant que véritable État souverain, qu'après la Seconde Guerre mondiale. La nouvelle Constitution fait alors du pays un État fédéral, le « Royaume-Uni de Libye ». Mais la dynastie Senoussi, mieux assise en Cyrénaïque qu'en Tripolitaine, peine à unifier le pays, où les chefs de tribus gardent leur pouvoir. En 1963, afin de renforcer cette unité fragile et de pouvoir exploiter la nouvelle manne pétrolière, la forme fédérale est abandonnée et le pays est devenu le « royaume de Libye ».

Rétablir la Constitution de 1951

La famille el-Senoussi est d'origine algérienne chérifienne, de la tribu des Béni Snous, dans la région de Tlemcen. Elle était à la tête de la grande confrérie religieuse Sanousiyya, fondée à la fin des années 1830. Possédant une puissante fortune, les Senoussi essaimèrent en Libye mais aussi en Arabie, Égypte, au Tchad et au Soudan. Ils contrôlaient notamment l'ancienne route des esclaves et combattirent les Français au Tchad comme les colonisateurs italiens en Libye. Le sommet de leur puissance fut le couronnement d'Idris 1^{er}, avec la bénédiction des Britanniques.

Le 1^{er} septembre 1969, alors que le roi Idris 1^{er} est en visite à l'étranger, un groupe d'« officiers unionistes libres », menés par le jeune capitaine Mouammar Kadhafi, réalise un coup d'État. Le père du prince actuel, Hassan el-Reda, gouverne alors à la place du roi Idris, son oncle, en convalescence en Turquie. Il doit lire un acte d'abdication à la télévision, après l'avoir rédigé « un pistolet sur la tempe ». La monarchie est abolie et la « République arabe libyenne » proclamée. Kadhafi, âgé de 27 ans, prend les rênes de l'État. Le père du prince passe deux ans en prison, avant d'être libéré. En 1984, la maison que la famille occupait à Tripoli est brûlée. Quatre ans plus tard, Hassan el-Reda est autorisé à gagner Londres pour s'y faire soigner après un AVC. À la mort de son père, en avril 1992, Mohammed el-Senoussi devient le chef de la Maison royale.

Le régime de Kadhafi tombe en 2011, dans le sillage des printemps arabes, sous les coups d'une rébellion soutenue



« Il faut qu'il y ait un consensus, qu'une large majorité accepte le retour de la monarchie, nous ne voulons pas les choses », insiste le prince héritier libyen, Mohammed el-Senoussi. BUREAU DU PRINCE HÉRITIER DE LIBYE

par une intervention internationale. Kadhafi lui-même est capturé et tué. Depuis, le pays reste en proie à une profonde instabilité, livré aux rivalités qui minent le pays et divisé entre l'Ouest et l'Est. Chaque camp est soutenu par des puissances régionales et internationales. Deux gouvernements concurrents se disputent le pouvoir. Installé à Tripoli, dans l'Ouest, le premier est reconnu par l'ONU. Le second, basé à Benghazi, a l'appui du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque, la région Est du pays. Les deux parties ont chacune un prolongement au sein du Parlement, qui comporte de facto deux chambres législatives rivales. Mohammed el-Senoussi se désolé que les Libyens aient détruit leur pays « avec leurs propres mains », les troupes étrangères n'étant intervenues qu'à cause de leurs agissements. « Aujourd'hui, tout le monde se bat pour une part du pouvoir et voler l'argent du pays, regrette-t-il, mais ces gens-là sont aussi des victimes d'une certaine façon, car ils n'ont pu étudier ou s'élever sous l'ère Kadhafi ». Il veut voir « la Libye se tenir de nouveau droite ».

Alors que le pays n'a plus de Constitution, Mohammed Reda Senoussi prône le retour à celle de 1951. Ce texte instituait un royaume unifié composé de trois régions bénéficiant chacune d'une large autonomie. Le prince réfute les arguments de ceux qui estiment qu'une Constitution vieille de 70 ans est forcément obsolète. « Celle des États-Unis est vieille de deux cents ans et cela ne les a pas empêchés d'aller sur la Lune, fait-il remarquer, mais pour autant, la Constitution libyenne n'est pas un livre saint. On peut l'amender et on doit la moderniser pour répondre aux défis de l'époque. »

Pour lui, il faut d'abord rétablir cette dernière et que le Parlement fonctionne pour s'attaquer à des modifications du texte. De la même façon, il estime qu'il ne faut pas se précipiter pour des élections, qui devront se tenir seulement une fois les tensions apaisées. Il regrette que l'ONU et d'autres acteurs internationaux veuillent reproduire les systèmes occidentaux, « qui ne peuvent marcher avec notre culture, nos tribus ». « Nous avons besoin de la démocratie, mais adaptée à notre culture, dit-il, il faut tenir compte de la géographie et de l'histoire de la Libye. Regardez, la France et les États-Unis sont deux républiques et pourtant le système républicain français ne conviendrait pas à l'Amérique, et vice-versa... »

Légitimité historique

« Le prince héritier peut bénéficier d'un réel capital positif, la période monarchique ayant été suivie de deux ères cauchemardesques pour les Libyens, la période Kadhafi entre 1969 et 2011 et ce qui a suivi après 2011, constate Jalel Harchaoui, chercheur associé au Rusi (Royal United Services Institute) de Londres, mais son retour me paraît improbable parce qu'il n'y a pas assez d'acteurs de poids, à l'intérieur de la Libye comme à l'extérieur, qui soutiennent ce projet ». Ce spécialiste de la Libye se demande aussi de quelle version de la Constitution libyenne on parle. De sa version fédérale ou non fédérale ? Et le roi d'aujourd'hui, serait-il comme celui du Royaume-Uni, un symbole d'unité mais sans réels pouvoirs ?

Le prince assure avoir de bons contacts avec des États de la région et

même au-delà, mais il ne veut citer. Il aurait notamment le soutien de la Jordanie et du Qatar – deux chiches –, ce dernier pays étant des Frères musulmans, qui, rieur de la Libye, voient aussi favorable le retour de la monarchie. La Turquie ne s'opposerait pas non plus à cette option. D'après certaines sources, ce sont ces pays qui auraient poussé le premier ministre à œuvrer pour le retour du prince. Pour Abdelhamid Dbeibah, de plus en plus fragilisé, une manœuvre serait une manière de conserver son poste et barrer au maréchal Haftar – qui a le soutien de l'Égypte, des Émirats arabes unis, des Russes – ainsi qu'au fils cadet du colonel Kadhafi, Seïf al-Islam. Le prince el-Senoussi serait aussi favorable à cette option. Mais le chercheur Harchaoui voit un autre écueil à un tel retour. « Dès qu'il va mettre un pied sur le sol libyen, il devra se soumettre à la protection physique de l'armée contrôlant la région où Personne ne peut faire autrement, perdrait immédiatement le seul pouvoir politique dont il dispose, sa neutralité ».

Mohammed el-Senoussi reste tant persuadé que la monarchie a une légitimité historique et de fortes traditions constitutionnelles, et une meilleure façon d'apaiser la situation. L'exemple espagnol le conforte dans cette idée. Le prince a confié son intérim à la trajectoire politique de ce pays, la restauration de la monarchie qu'il a connue. Il y voit la possibilité d'un retour à la normalité, « surtout en période de crise et de transition, une monarchie constitutionnelle crée dans l'histoire et l'identité d'un peuple est capable d'unir un peuple ». ■

Les négociations manquées entre frères ennemis de l'Est et de l'Ouest

Maryline Dumas
Tunis

Des combats réguliers entre groupes armés. Des déclarations politiques tels des coups d'épée dans l'eau. Des tentatives de réconciliations mort-nées. Et un processus électoral, véritable rocher de Sisyphe. La situation en Libye évolue, mais sans jamais passer un cap salvateur.

Ces derniers jours, c'est le passage frontalier de Ras el-Jédir, entre la Libye et la Tunisie, qui attire l'attention. Le 18 mars, des échanges de tirs ont eu lieu

entre des forces de sécurité, envoyées par le gouvernement de Tripoli, et les milices amazighes de Zuwara, à 60 km de Ras el-Jédir, qui tiennent quasi sans discontinuer ce point lucratif depuis la révolution de 2011. « Le ministre de l'Intérieur, Emdad Trabelsi, est à la manœuvre, explique Bechir Jouini, chercheur en relations internationales spécialiste de la Libye et ancien diplomate tunisien en poste à Tripoli. Il y a la volonté d'instaurer la présence de l'État à tous les postes frontalières. Mais on ne peut oublier qu'Emdad Trabelsi est le frère du chef d'une importante milice de Zintan... » Zintan, fief révolutionnaire situé à moins de 200 km de Ras el-Jédir,

loigne depuis 2011 cette porte d'entrée vers la Tunisie, où la contrebande bat son plein. Ces guerres d'influence ont lieu dans toutes les régions libyennes, et à tous les niveaux.

Influence russe

Malgré une courtoise unification, la Libye est divisée en deux autorités rivales depuis 2014. À l'est, le gouvernement parallèle de Benghazi, non reconnu par la communauté internationale, et la Chambre des représentants travaillent sous l'influence du maréchal Khalifa Haftar et son autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL). À l'ouest, le Gouverne-

ment d'union nationale et son Haut Conseil d'État, Chambre haute créée lors d'un accord signé sous l'égide de l'ONU en 2016 et jamais totalement appliqué, collaborent avec des milices qui contrôlent la région tripolitaine. L'Union africaine cherche à organiser une conférence inclusive de réconciliation pour la fin du mois d'avril à Syrte, au centre de la côte libyenne. Mais le projet semble mourir à petit feu. Les représentants de Seïf al-Islam, fils du dictateur Mouammar Kadhafi, se sont retirés du processus. Le camp de l'Est, lui, menace de le faire. « Même s'ils arrivent à organiser cette réunion, les décisions ne dépasseront pas les frontières de Syrte », assure déjà Bechir Jouini.

Annoncées pour 2019, 2021, 2022 puis 2023, les élections sont sans cesse repoussées. « Les responsables libyens préfèrent le statu quo, qui permet de garder leur siège, plutôt que de se lancer dans un processus qui pourrait les amener à perdre le pouvoir », explique Barah Mikail, professeur à l'université Saint-Louis de Madrid.

Le mandat du premier ministre Abdelhamid Dbeibah devait s'achever en décembre 2021. Mais le millionnaire se maintient en place, grâce à ses largesses

financières et à la difficulté d'un successeur pour lui trouver un remplaçant. Khalifa Haftar a instauré, dans l'Est, un régime qui laisse peu de place à l'opposition. Dans ce contexte, il serait difficile d'organiser des élections libres, l'ONU ne pouvant intervenir depuis 2019.

Les puissances étrangères influencent la Libye se repaissent également du chaos, en l'absence de conflit à haute intensité. Les Turcs, qui ont perdu la Libye en 2011, au gouvernement de Tripoli, maintiennent son contrôle à l'ouest. L'offensive du maréchal Haftar, n'ayant pas renforcé militairement le régime, mais Ankara parle à toutes les occasions, espérant relancer les négociations. L'influence russe à l'est se poursuit sous une nouvelle forme après la mort de Vladimir Poutine en 2023, du fondateur du groupe paramilitaire Wagner. Selon Barah Mikail, « le régime reste présent, mais les groupes armés et Redout prennent le relais. L'ANL cherche à étendre son influence sur le continent africain. La Libye est une terre de départ : les hommes arrivent à Bejaïya puis ils vont dans le Sud, où ils soutiennent l'ANL, ou partent vers le Sahel. » ■

LE GRAND JURY

RAPHAËL GLUCKSMANN
Tête de liste PS-Place Publique pour les élections européennes

DIMANCHE 12H-13H
EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL PARIS
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PREMIÈRE

Olivier BOST
Pauline BUISSON
Claire CONRUYT

RTL 6
RTL 6
LE FIGARO
#LeGrandJury